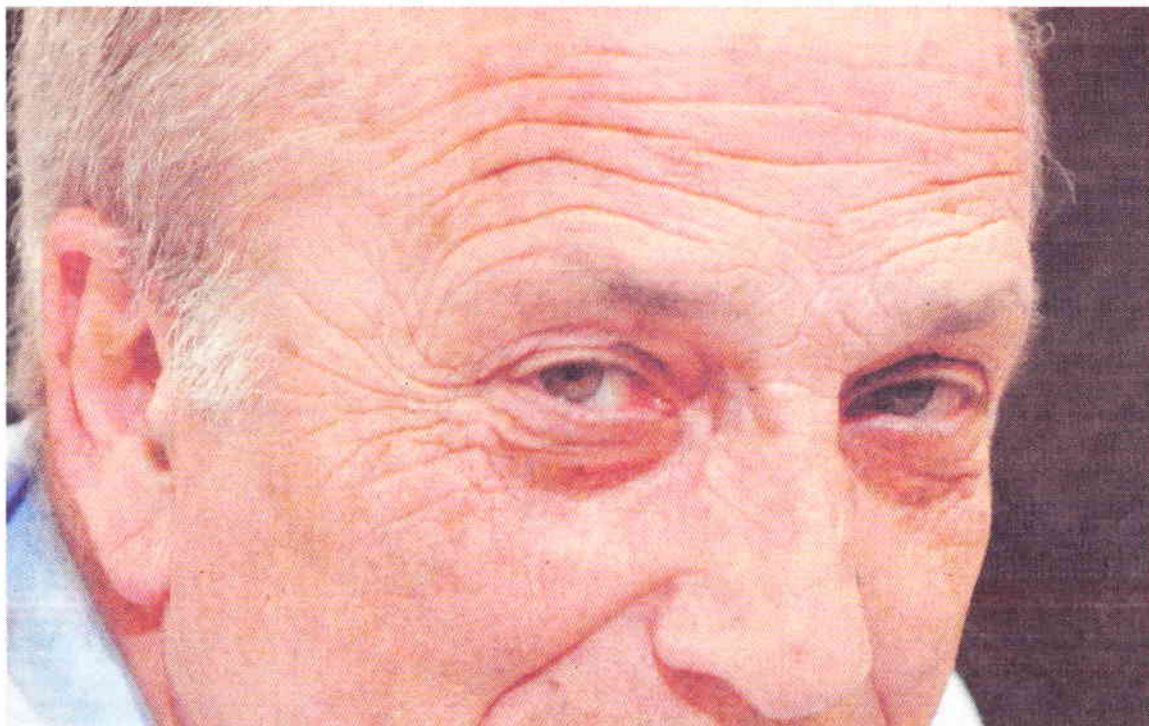


# DOMINIQUE BUCCHINI

*« La question sociale affleure désormais à l'Assemblée »*

Le président communiste de l'Assemblée territoriale corse dresse un bilan de son action politique rassembleuse et progressiste au sein d'une collectivité bicéphale où sa sensibilité est minoritaire à gauche.

**L**e 25 mars, lors de votre élection à la présidence de l'Assemblée territoriale corse, vous réaffirmiez votre engagement au service « des spoliés de la terre ». En même temps, vous appeliez à rompre avec un « certain nombre de comportements » politiques et dans la société



quand nous étions dans l'opposition, de la question sociale. Celle-ci affleure désormais nettement dans les travaux de l'Assemblée. À propos du Padduc, je souligne notre volonté, dans la concertation et la démocratie, d'appliquer la loi littorale. Ce qui, ici, est une petite révolution. À propos de question sociale, j'ajoute l'aide aux étudiants, qui, à Corte, sont touchés par une précarité galopante, et la mise en place d'un observatoire de la vie chère associant élus, professionnels socio-économiques, commerçants, producteurs et grande distribution, en vue d'en finir avec le système qui revient à surtaxer le fait d'habiter en Corse. Enfin, je me félicite que dès janvier, on discute de la co-officialité de la langue corse.

Corse. Neuf mois après, quel est le premier bilan de votre action dans un contexte d'une gauche qui ne dispose que d'une majorité relative et d'un groupe communiste minoritaire au sein de cette majorité ?

Rappelons que le statut particulier de l'Assemblée inscrit une sorte de « bicéphalité » entre la présidence de l'Assemblée et l'exécutif présidé par Paul Giacobbi (PRG).

**DOMINIQUE BUCCHINI.** Il n'est pas évident de succéder à une équipe de droite qui dirigeait la collectivité territoriale et l'Assemblée de Corse depuis vingt-cinq ans. Il y a des pesanteurs de toute nature. On commence à entrer dans le vif du sujet. Il était utopique de considérer – je n'ai eu de cesse de le dire durant la campagne électorale – qu'on réglerait les problèmes de la Corse en six mois ou un an. Pour autant, on les réglera d'autant plus facilement si les gens s'occupent réellement de leurs affaires. Qu'ils viennent, qu'ils participent, qu'ils demandent, qu'ils soutiennent, qu'ils réclament. Mon bureau est ouvert, je reçois beaucoup. J'écoute la nature des problèmes.

**Voilà pour la disponibilité et la démarche. Plus concrètement, que peut-on observer ?**

**DOMINIQUE BUCCHINI.** Plus fondamentalement, si tant est que le plus fondamental est juste, nous avons avancé sur pas mal de questions. Il en est ainsi des transports. Un dossier énorme en Corse avec la continuité territoriale, les relations maritimes entre Marseille,

Stephan Agostini/AFP

**« Il faut que les Corses, qui ont voté majoritairement contre la droite et pour le changement, participent à ce que ce changement entre progressivement dans la vie. »**

Nice, et Toulon avec les ports corses. Nous avons jeté les bases d'une refonte du système au cours d'un débat à l'Assemblée. L'objectif est celui d'une concurrence saine et loyale. Nos prédécesseurs avaient, dans le cadre de la délégation de service public, mis en place une « aide sociale » qui provoquait, de fait, une distorsion de concurrence. Une délégation sénatoriale venue en Corse a déposé un rapport qui éclairait les phénomènes. Il y a eu aussi le rapport de la chambre régionale des comptes sur l'Office des transports qui montrait très clairement le pompage de l'argent public : l'Office des transports est déficitaire. L'étape suivante aurait été de prendre dans le maigre budget de la région pour compenser ce déficit. Nous remettons tout à plat, en accord le plus souvent avec les acteurs

sociaux ; la démarche est d'avancer progressivement. Autre question qui n'est pas mince si l'on se souvient que la Corse, il y a quelques années, a vécu vingt et un jours sans électricité. Se posait la nécessité de créer des équipements nouveaux pour satisfaire les besoins. Avec mes amis, nous avons été les premiers, dès 1990, à dire qu'il fallait du gaz algérien. Aujourd'hui, cette proposition semble se concrétiser grâce aux efforts, notamment de Maria Guidicelli, conseillère exécutive de ma sensibilité. Les éléments de contestation paraissent devoir s'apaiser : un accord se fait sur une centrale au gaz à Ajaccio en Corse-du-Sud, et sur une centrale à Lucciana en Haute-Corse avec des moteurs convertibles. La concertation concerne désormais le tracé du gazoduc. En quelques mois,

lorsqu'on connaît les pesanteurs, une avancée comme celle-là témoigne de notre détermination. Autre avancée, sur le Padduc (plan d'aménagement et de développement durable) et le logement, avec le lancement d'assises du foncier. La première motion concernant la création d'un établissement public du foncier avait été déposée par mes soins en novembre 2005. Cela avait suscité pas mal d'émotion. En définitive, cela se met progressivement en place, en liant précisément le foncier et le logement. Le premier engendrant des prix inabordables et donnant lieu à des spéculations foncières, ciment essentiel permettant au banditisme de prospérer. Le second, parce que se pose un besoin criant de logements. Il y a trois ans, des études chiffreraient la demande à quelque 8 500 logements sociaux. Il faut savoir que l'argent en provenance de Paris y est, l'an dernier, pour partie retourné parce que non engagé. Nous avions donc bien raison de parler,

**Le mouvement social lors du conflit sur la réforme des retraites s'est exprimé fortement en Corse. Peut-on dire que la dimension politique et sociale de votre action montre un début de réconciliation entre les acteurs de ce mouvement, souvent en distance avec les politiques ?**

**DOMINIQUE BUCCHINI.** En même temps, n'y a-t-il pas des gens qui souhaiteraient que le changement en Corse soit plus rapide ? Oui. Ont-ils raison ? Oui. Sont-ils impatients ? Oui. Mais, à l'heure actuelle, avons-nous les moyens, au sein de la collectivité territoriale, de régler la totalité des problèmes ? Non. Qu'on le veuille ou pas, on est pris à un moment donné par les contraintes budgétaires et l'application des directives européennes. Il faut donc qu'en bas on pousse encore plus fort pour que les Corses, qui ont voté majoritairement contre la droite et pour le changement, participent à ce que ce changement entre progressivement dans la vie. On discute beaucoup au sein de la majorité. Il y a des approches différentes. Pour l'heure, on avance sur des bases communes après avoir délimité le périmètre d'action qui nous est commun. La vision est plurielle. Je n'ai pas la prétention de voir mis en œuvre l'ensemble des idées portées par ma sensibilité. Mais puisque nous représentons 25 % des voix de gauche, 25 % de ce programme doit être pris en compte.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DOMINIQUE BÈGLES**